Recherches sociographiques

Gérard BOUCHARD, *La nation québécoise au futur et au passé*

Gilles Bourque

Volume 41, numéro 3, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057408ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057408ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bourque, G. (2000). Compte rendu de [Gérard BOUCHARD, *La nation québécoise au futur et au passé*]. *Recherches sociographiques*, 41(3), 605–607.
<https://doi.org/10.7202/057408ar>

L'auteur induit également tout au long du texte certains glissements que nous avons brièvement abordés. À titre d'exemple, le concept de représentation est maintenant réduit à celui de visibilité télévisuelle et donc à la durée et au nombre d'apparitions télévisuelles qu'un groupe, un parti ou une organisation « accapare » ; de même, l'iniquité en matière de représentation aurait des effets néfastes. En effet, « si l'on part du postulat que le choix éclairé du citoyen dépend de la possibilité qu'il a de comparer les différents points de vue politiques qui s'affrontent, on doit constater que cette possibilité ne lui est pas pleinement offerte au Canada puisqu'il y a un déficit de visibilité des partis d'opposition dans les informations diffusées dans ce pays » (p. 78). Cette interprétation des données semble poser problème à plusieurs égards. Dans un premier temps, l'adéquation entre représentation et visibilité limite considérablement la capacité explicative du modèle. L'utilisation des données ne vient qu'illustrer une des interprétations possibles (celle de Monière) sans pouvoir prétendre faire office de démonstration empirique concluante. Enfin, il s'agit d'une erreur assez grossière de méthode que d'affirmer qu'il « y a un déficit de visibilité des partis d'opposition dans les informations diffusées dans ce pays » à la lecture des seules données présentées. Tout au plus l'auteur aurait-il pu avancer que ce déficit existe dans le journal télévisé de Radio-Canada, et encore aurait-il fallu démontrer le sens et l'impact de ce déficit quantitatif de la visibilité des partis d'opposition dans le journal télévisé de la chaîne publique canadienne.

Enfin, devant les transformations fondamentales que subit actuellement la télévision (multiplication des chaînes, apparition des réseaux d'information continue, sous-financement des réseaux publics, convergence avec la micro-informatique et les réseaux informatisés), on se demande si tout l'exercice de Monière n'est pas déjà un peu désuet. Si une interrogation sur le rôle de la télévision publique est toujours pertinente, le seul calcul des indicateurs de visibilité dans le journal télévisé de quatre chaînes publiques ne nous informe que trop peu sur le travail de la télévision dans la construction des espaces publics nationaux.

Charles BELLEROSE

BOUCHARD, Gérard, *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, vlb éditeur, 1999, 157 p.

Dans *La nation québécoise au futur et au passé*, Gérard Bouchard présente deux essais : le premier invite à l'adaptation de l'idée de nation québécoise à la diversité ethnique et culturelle, tandis que le second appelle, dans la même perspective, à la réécriture de l'histoire nationale du Québec. L'auteur n'en fait pas mystère, il propose un « choix scientifique et politique, en même temps [...] pari sur l'avenir de cette société » (p. 119). Il s'agit donc de penser la nation ou encore de faire la communauté nationale en réécrivant son histoire en fonction du projet de créer au

Québec une « société francophone » et une « nation québécoise », c'est-à-dire de réaliser la souveraineté du Québec.

On ne saurait comprendre la nature de ces essais, ni le parti pris théorico-politique de l'écriture sans les situer dans le contexte de la lutte idéologique qui divise le milieu intellectuel québécois depuis le référendum de 1995. Les hérauts du fédéralisme, tels ANGENOT, KHOURI, RICHLER et ROBIN, n'ont eu de cesse, depuis lors, de dénoncer l'ethnisme du nationalisme québécois qu'ils présentent comme une simple forme transformée de la vieille identité canadienne-française, quand ils ne nient pas tout simplement l'existence de la nation québécoise. Ces débats ne sont évidemment pas étrangers au constat de l'inquiétant fossé qui s'est peu à peu creusé au sein de la société québécoise entre les francophones, d'une part et, d'autre part, les anglophones, les communautés culturelles et les Amérindiens. L'ouvrage de Bouchard, comme plusieurs autres parus récemment qui cherchent à développer une conception pluraliste de la société québécoise, devrait aussi être inscrit dans l'histoire encore à produire de l'idée de nation qui émerge et se transforme à partir des années soixante : de la nation colonisée identifiable aux Canadiens français à la nation jacobine aux volontés assimilatrices, jusqu'à la nation plurielle respectueuse de la diversité des cultures.

Dans cette perspective, Gérard Bouchard cherche « à ouvrir au maximum le cercle de la nation[...] de façon à y inclure potentiellement tous les Québécois » (p. 138). Il s'oppose à ceux qui saisissent le Québec comme une société plurinationale et multiculturelle, thèse qui, selon l'auteur, condamnerait à penser la communauté politique québécoise comme un amalgame de nations ethniques. Il propose une autre voie qui s'inspire d'une sorte de synthèse des conceptions civique et ethnique de la nation : il s'agirait de concevoir la nation québécoise comme une nation culturelle dont la langue française serait la matrice (seule composante ethnique de la communauté) et qui se superposerait « en quelque sorte à la nation civique » (p. 64). En d'autres termes, il faudrait construire la communauté politique en fonction d'une référence culturelle centrée sur le partage de la langue française, démarche qui inclurait déjà « 94 % des Québécois » (p. 63) et qui serait susceptible de reconnaître en même temps la diversité des appartenances ethnique et culturelle.

Gérard Bouchard veut ainsi penser l'homogénéité nécessaire à l'exercice de la démocratie ou, pourrait-on dire, le consensus sur les cadres spatiaux et communautaires essentiel au plein fonctionnement de la délibération politique dans l'espace public, à partir de la reconnaissance effective et entière de la diversité. Il s'agit somme toute de créer au Québec une seule et même nation dans le cadre d'une société francophone et plurielle. Or, on peut se demander si ce projet n'implique pas, dans sa formulation, l'oubli du fait incontournable que déjà, au Québec, il existe une pluralité de nations dont les membres se réclament de cultures différentes. Tout se passe, en effet, comme si l'auteur cherchait à penser une nation multiculturelle en évacuant la réalité plurinationale du Québec.

Gérard Bouchard s'oppose à la « thèse plurinationale » puisqu'elle impliquerait, selon lui, que l'on considère (ou que l'on accepte) que le Québec soit (ou devienne) un amalgame de nations ethniques. Même si la critique ne manque pas de pertinence dans le cas de certaines versions de ladite thèse, il n'en reste pas moins que

l'auteur se trompe de cible. La « thèse plurinationale », du moins telle que je la conçois, n'est pas un projet, mais un constat. La recherche d'un consensus sur les cadres spatiaux et communautaires (et donc culturels) de l'exercice de la démocratie au Québec ne peut ignorer le fait qu'actuellement, dans cette province de l'État canadien, s'étale une pluralité de cultures nationales déjà construites politiquement. Dit autrement, les acteurs sociaux se réfèrent dans la division à au moins trois nations politiques et culturelles différentes, soit les nations québécoise, canadienne et amérindiennes. On peut, bien sûr, discuter des conceptions, ethnique ou civique, qui prévalent dans la construction de ces représentations nationales, mais le projet de construction d'une communauté politique québécoise ne peut faire comme si ces dernières n'existaient pas.

Malgré l'intérêt des réflexions le plus souvent pertinentes de Gérard Bouchard et même si je partage pleinement sa volonté de remettre radicalement en question les conceptions ethnique et jacobine du nationalisme québécois, je ne crois pas que le consensus nécessaire à la formation d'une communauté politique au Québec puisse s'appuyer sur l'oubli des représentations nationales canadienne et amérindiennes ou, si l'on préfère, émerger de l'assimilation de tous les acteurs sociaux dans une seule et même nation québécoise, même si l'opération laissait libre cours, par ailleurs, à l'expression de tous les particularismes. Le Québec comme toutes les vieilles démocraties doit certes relever le défi posé par l'affirmation du multiculturalisme. Mais la question du Québec demeure en même temps une question nationale d'autant plus complexe qu'elle se présente de plus en plus sous la forme symbolique de la tripartition : canadienne, québécoise et amérindienne.

Les réflexions de Gérard Bouchard se donnent comme un projet politique qui cherche ses fondements dans l'invention d'une culture. Or, il me semble que non seulement une, mais des cultures nationales existent déjà au Québec et que c'est sur la base d'un tel constat que devrait être élaboré le projet d'une société québécoise francophone.

Gilles BOURQUE

Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.

Hervé GAUTHIER, Louis DUCHESNE, Sylvie JEAN, Denis LAROCHE et Yves NORBERT, *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie. Volume I*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 1997, 257 p. (Statistiques sociales.)

Hervé GAUTHIER, Suzanne ASSELIN, Michel BEAUPRÉ, Louis DUCHESNE, Sylvie JEAN, Denis LAROCHE, Yves NORBERT et Danielle ST-LAURENT, *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie. Volume II*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 1998, 261 p. (Statistiques sociales.)

Le Bureau de la statistique du Québec (BSQ), – regroupé depuis juin 1998 avec trois autres entités à l'intérieur de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), – a